



## Conditions générales d'utilisation et de vente

L'établissement de formation CHECK UP COACHING dispense des prestations de service qui relèvent des actions de développement des compétences définies par l'article L.6313-1 du Code du travail.

Toute commande de prestation est soumise aux présentes conditions générales de vente et la signature d'un des documents contractuels prévus à l'article 1er emporte de plein droit leur acceptation. L'établissement effectue la ou les prestations commandées avec ses moyens propres.

### ARTICLE 1 – ENGAGEMENT CONTRACTUEL

À réception d'une proposition commerciale signée, l'établissement fait parvenir au Client/bénéficiaire, une convention de formation professionnelle ou un document assimilé tel que prévu par les articles L.6353-1 et D. 6353-1 du Code du travail. Le Client s'engage à retourner dans les plus brefs délais à l'établissement un exemplaire signé.

L'engagement contractuel est définitif dès signature par les parties concernées. Chacune reçoit un exemplaire du document original. Au cours de l'exécution des prestations, les modifications négociées entre les parties donnent lieu à la signature d'un avenant à l'acte d'engagement contractuel.

Dans le cas où l'acheteur est une personne physique, l'établissement de formation CHECK UP COACHING fait parvenir un contrat de formation professionnelle conformément aux articles L.6353-3 et 4 du code du travail.

Le client individuel prenant en charge les frais de la prestation dispose alors d'un délai de rétractation de 10 jours calendaires (14 jours en cas d'inscription à distance). L'exercice du droit de rétractation se fait par lettre recommandée avec avis de réception, le cachet de la poste faisant foi (article L6353-5 du code du travail).

Lorsque les actions concourant au développement des compétences sont financées par la Caisse des dépôts et consignations et mises en œuvre dans le cadre du compte personnel de formation, les conditions générales d'utilisation du service dématérialisé mentionnées à l'article L.6323-9 tiennent lieu de convention entre le titulaire du compte et l'établissement.

### ARTICLE 2 – SANCTION DE LA FORMATION

En tout état de cause, l'établissement n'est tenu qu'à une obligation de moyens et pas de résultat. Pour les formations non certifiantes, une attestation est établie au profit du titulaire par l'établissement, conformément à l'article L.6313-7 du code du travail.



Une attestation de présence est fournie sur demande.

### **ARTICLE 3 – PRIX**

Les prix des prestations de formation sont fermes et définitifs. Ils s'entendent nets de TVA.

### **ARTICLE 4 – FACTURATION**

La facturation se fera suivant un échéancier fixé dans l'engagement contractuel.

Dans le cas où l'acheteur est une personne physique prenant en charge sa formation, aucune somme ne pourra être exigée avant l'expiration du délai de rétractation prévu à l'article L.6353-5 du Code du travail. Il ne peut être payé à l'expiration de ce délai une somme supérieure à 30% du prix convenu.

### **ARTICLE 5 – DÉLAI DE PAIEMENT**

Délai

Sauf dispositions contraires convenues entre les parties, le délai de règlement des sommes dues est fixé avant la date d'exécution de la prestation demandée sans escompte.

Modalités de règlement

Les prestations sont réglées par virement bancaire ou le cas échéant conformément aux conditions négociées avec le Client.

Pénalités

Les factures impayées à l'échéance seront de plein droit et sans mise en demeure majorées des intérêts des pénalités de retard au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage et au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément aux articles L.441-10 et D.441- 5 du code de commerce

Subrogation

Si le client souhaite que le règlement soit effectué par un opérateur de compétences ou un autre organisme financeur, il doit dans tous les cas :

- fournir au centre de formation les justificatifs de la prise en charge financière accordée.



- répondre, en tant que de besoin, aux demandes du financeur.

Dans le cas où l'intervention du financeur demeure partielle, le reliquat du coût des prestations est facturé au client. Les modalités de prise en charge sont précisées dans les conditions particulières et le client s'assure personnellement du paiement au centre de formation par le financeur ou, à défaut, supporte la charge de ce paiement.

Lorsque les actions sont financées par la Caisse des dépôts et consignations et mises en œuvre dans le cadre du compte personnel de formation, il est fait application des conditions générales et des conditions particulières « Organismes de Formation » Mon compte Formation.

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ANNULATION DES FORMATIONS**

Report ou annulation du fait de l'organisme de formation

CHECK UP COACHING prévient alors le Client par écrit, dans un délai de 10 jours ouvrés avant le démarrage, et lui laisse le choix entre le remboursement des sommes versées ou le report de la prestation à une date ultérieure sans pouvoir prétendre à toute autre indemnisation de ce chef.

Interruption ou annulation de la formation du fait du client ou du bénéficiaire

Le client s'engage à communiquer au l'établissement par écrit (courrier ou email) toute annulation de commande, au moins 14 jours ouvrables avant le début de l'action de formation. Dans ce cadre aucune somme ne sera facturée.

En cas d'annulation de commande moins de 14 jours ouvrables avant le démarrage de la formation, le centre de formation se réserve le droit de facturer 50% du coût total de la formation. En cas de rétractation dans un délai inférieur à 48 h, le coût intégral sera facturé. Cette indemnité donne lieu à l'émission d'une facture séparée.

Lorsque les actions sont financées par la Caisse des dépôts et consignations et mises en œuvre dans le cadre du compte personnel de formation, il est fait application des conditions générales et des conditions particulières « Organismes de Formation » Mon compte Formation.

## **ARTICLE 8 – CAS DE FORCE MAJEURE**

Lorsque, par la suite de cas de force majeure répondant aux caractéristiques définies par la jurisprudence, le centre de formation est dans l'impossibilité de poursuivre la prestation, le contrat ou la convention conclue avec le client est résilié de plein droit sans que ce dernier



puisse prétendre à une quelconque indemnité. Le Client est toutefois tenu au paiement prorata temporis des prestations réalisées par le centre de formation.

Si, par suite de force majeure dûment reconnue, le stagiaire est empêché de suivre la formation, il peut rompre le contrat. Dans ce cas, seules les prestations effectivement dispensées sont rémunérées à due proportion de leur valeur prévue dans l'engagement contractuel.

## **ARTICLE 9 – INFORMATIQUE ET LIBERTÉS**

Le client est informé que les informations à caractère personnel qui sont communiquées au centre de formation en application et dans l'exécution des commandes pourront être communiquées aux partenaires contractuels du centre de formation pour les besoins desdites commandes.

En application de l'article L.6353-9 du code du travail, les informations demandées, sous quelque forme que ce soit, ne peuvent avoir comme finalité que d'apprécier l'aptitude du stagiaire ou de l'apprenti à suivre l'action de formation, qu'elle soit sollicitée, proposée ou poursuivie. Ces informations présentent un lien direct et nécessaire avec l'action de formation et il doit y être répondu de bonne foi. En particulier, le centre de formation conservera les données liées au parcours et à l'évaluation des acquis du bénéficiaire, pour une période n'excédant pas la durée nécessaire à l'appréciation, à l'analyse du bilan de la formation et aux contrôles auxquels le centre de formation peut être soumis.

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018, le Client, ainsi que le stagiaire ou l'apprenti disposent d'un droit d'accès et de rectification permettant, le cas échéant, de faire rectifier, compléter ou mettre à jour les données à caractère personnel inexactes ou incomplètes, les concernant ainsi que d'un droit à l'effacement de ces données personnelles, ou à une limitation du traitement. De plus, ils disposent d'un droit, pour motifs légitimes, de s'opposer au traitement de leurs données ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données. Ils peuvent définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement ou à la communication de leurs données après leur décès.

## **ARTICLE 10 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits d'exploitation incluant les droits de représentation, de reproduction et d'utilisation, de diffusion, d'adaptation, de modification des supports de formation restent la propriété exclusive du centre de formation et ne sont pas cédés au Client.

Toute reproduction, modification, ou divulgation à des tiers de toute ou partie de ces formations ou documents sous quelque forme que ce soit, est interdite sans l'accord préalable écrit du centre de formation.



Dans le cadre d'un engagement du réseau pour le développement durable, les supports pédagogiques fournis prendront autant que possible une forme dématérialisée.

## **ARTICLE 11 – COMMUNICATION**

Le centre de formation demande l'autorisation du Client pour faire mention de sa raison sociale dans tout document commercial lié à l'action de formation commandée et aux opérations qui y sont liées.

## **ARTICLE 12 – LITIGE**

Pour tout différend relatif à l'exécution de la convention ou du contrat de formation, le règlement à l'amiable sera privilégié. En cas de désaccord persistant, le tribunal territorialement compétent sera seul compétent pour régler le litige.